



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité Départementale des Côtes-d'Armor
11 rue Hélène Boucher
22190 Plérin

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022



Contexte et constats

Publié sur

SARP OSIS
rue Sainte-Catherine
22970 PLOUMAGOAR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement SARP OSIS implanté rue Sainte-Catherine 22970 PLOUMAGOAR. L'inspection a été annoncée le 13/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS
- rue Sainte-Catherine 22970 PLOUMAGOAR
- Code AIOT dans GUN : 0005506891
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement est spécialisé dans le transit de déchets non dangereux et dangereux telles que des graisses et les déchets contenant des hydrocarbures. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 avril 2005 complété le 22 avril 2009.

Les installations exploitées sur le site sont soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718-1 de la nomenclature pour une capacité de 27 tonnes.

Un récépissé de changement d'exploitant en date du 29 septembre 2021 acte le changement de dénomination de la société SARP OSIS qui exploite désormais les installations implantées sur la commune de Ploumagoar.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Gestion des eaux du site
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 11-10-4	/	Sans objet
rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 12	/	Sans objet
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 2-I-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
stockage et rétention	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 11-10-3	/	Sans objet
Bordereau de suivi de déchets	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45	/	Sans objet
Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 11-8	/	Sans objet
Composition et traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 11-4	/	Sans objet

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 11-10-3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de Part.</p> <p>Ils devront porter en caractère très lisible la dénomination de leur contenu.</p> <p>Ils seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment.</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter les débordements en cours de remplissage.</p> <p>Ils seront installés en respectant les règles de comptabilité dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des valeurs ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la totalité des fûts - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>L'ouverture du système d'obturation de l'orifice d'évacuation des eaux pluviales retenues dans les cuvettes ne pourra être maintenue que par une intervention nécessitant la présence permanente de personnel.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le stockage d'ad-blue présent dans le local d'entretien n'était pas disposé sur rétention.</p> <p>Par courrier du 5 avril 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments justifiant de sa mise en conformité de ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 11-10-4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un plan de l'ensemble des égouts de l'usine, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel; les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues.
Constats : Le plan des réseaux d'eau a été présenté lors de la visite d'inspection, mais il n'était pas à jour. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le plan à jour des réseaux d'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 12
Thème(s) : Risque chronique rapport annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un rapport annuel d'exploitation au regard de la protection de l'environnement, transmis chaque année avant le 31 mai, à l'inspection des installations classées. Ce rapport précise notamment : <ul style="list-style-type: none">- la situation de l'établissement au regard des installations classées mentionnées à l'article 1er du présent arrêté.- les conditions dans lesquelles sont appliquées les prescriptions du présent arrêté.- les opérations menées en matière d'environnement pendant l'année, en mentionnant les investissements correspondants.- le flux de déchets, leur provenance et leur(s) filière(s) de traitement (et) ou de valorisation. Le rapport d'exploitation accompagné d'un avis de l'inspecteur des installa
Constats : L'exploitant ne transmet pas les rapports annuels. De récentes modifications ont été réalisées au sein du groupe en 2021. Dans le cadre de la visite, l'exploitant s'est engagé à respecter ces conditions et à transmettre le rapport annuel de 2021 au plus tard pour le 31 mai 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bordereau de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchets
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Contrôle par sondage des déchets issus de l'entretien du débourbeur séparateur d'hydrocarbures: conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 11-8
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Prescription contrôlée : San préjudice de l'autorisation de déversement des effluents liquides à la station d'épuration de Pont-Ezer, les flux de pollution des eaux résiduaires visées au paragraphe 11-4 ci-dessus ne doivent pas dépasser les valeurs ci-après: [...].
Constats : L'exploitant a cessé son activité de traitement des graisses (courrier adressé à la préfecture le 12/05/2015) et ne procède pas au tri de déchets banals initialement prévu dans sa demande de 2005. De ce fait, les effluents industriels associés à ces activités ne sont pas produits. Seules des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et préalablement traitées sont rejetées dans le milieu naturel. Ces prescriptions ne sont donc pas adaptées à la situation du site. Dans son courrier du 15 avril 2022, l'exploitant s'engage à déposer un porter à connaissance pour mettre à jour les conditions d'exploitation de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Composition et traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 11-4
Thème(s) : Risques chroniques, effluents aqueux
Prescription contrôlée : Les eaux sanitaires, les eaux usées des lavabos, les eaux de lavage extérieur des véhicules, les eaux de procédés du traitement des graisses et d'égouttage des bennes de filtration des boues de curage, les eaux de lavage du bâtiment de tri des déchets industriels banals ainsi que que les eaux pluviales souillées (airs de dépotage etc...) seront collectées et stockées dans des fosses étanches puis traitées à la station d'épuration collective de Pont-Ezer à Guingamp.
Constats : Les eaux sanitaires sont envoyées vers une fosse spécifique. L'exploitant a cessé son activité de traitement des graisses (courrier du 12 mai 2015) et ne procède pas au tri de déchets banals. Le site procède désormais uniquement au transit de graisses et de déchets d'hydrocarbures. Un contrôle par sondage a permis de relever que les graisses sont pour parties traitées en dehors du site en tant que déchet en premier lieu dans des installations de méthanisation . Il a été recensé sur le site cependant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Celles-ci sont traitées par un voire deux dispositifs débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures. Les concentrations en DCO, MES, DBO5, Ph, Hydrocarbures des analyses réalisées au titre de l'année 2021 et 2022 présentés lors de la visite étaient conformes à l'article 11-7 de l'arrêté préfectoral. L'inspection attire l'attention sur le fait que ces prescriptions ne sont pas adaptées à la situation puisque le site n'est pas à l'origine d'effluents industriels mais d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Dans son courrier du 15 avril 2022, l'exploitant s'engage à déposer un porter à connaissance des modifications d'exploitations du site pour la mise à jour des prescriptions préfectorales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 2-I-1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier déposé
Prescription contrôlée : Les installations devront être implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notices jointes à la demande d'autorisation. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être porté avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Dans son courrier du 12 mai 2015, l'exploitant déclare avoir cessé l'activité de traitement des graisses, par ailleurs certains modes d'exploitation et activités décrits dans le dossier de demande d'autorisation initial n'ont pas été mis en fonctionnement. D'après ces constats, cette modification n'est pas substantielle néanmoins elle peut être qualifiée de notable dans la mesure où il est nécessaire de mettre à jour les prescriptions préfectorales encadrant l'activité du site. Dans cette optique, l'exploitant s'est engagé dans son courrier à transmettre un rapport à la connaissance en vue de mettre à jour les conditions d'exploitation du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet